



Hannah Arendt et Karl Polanyi : le libéralisme économique, l'effondrement du politique et la société de masse

Geneviève Azam

DANS **REVUE DU MAUSS** 2009/2 n° 34 , PAGES 321 À 335
ÉDITIONS **LA DÉCOUVERTE**

ISSN 1247-4819

ISBN 9782707158758

DOI 10.3917/rdm.034.0321

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-du-mauss-2009-2-page-321?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

4. L'HÉRITAGE VIVANT DE MARX : ARENDT, CASTORIADIS, GORZ, POLANYI ETC.

Hannah Arendt et Karl Polanyi : le libéralisme économique, l'effondrement du politique et la société de masse

Geneviève Azam

« Abandonner le destin du sol et des hommes au
marché équivaldrait à les anéantir. »

[POLANYI, 1983, p. 188]

Les crises actuelles traduisent un nouvel effondrement de l'utopie brutale du marché autorégulateur, portée par les politiques d'inspiration néolibérale à l'échelle du monde. Au nom d'une « mondialisation heureuse » qui vire au cauchemar, depuis plus de trente ans, les sociétés ont été largement mobilisées, ponctionnées, dérégulées, arasées et transformées en auxiliaires du marché. L'explosion des inégalités et l'exclusion sociale massive qui en résulte, la perte de repères de sociétés prise dans un mouvement permanent, affaiblissent les valeurs de la démocratie et précipitent des couches sociales de plus en plus étendues dans la précarité et le dénuement, dans un monde hors sol. Elles laissent également désarmés ceux qui avaient succombé à la propagande néolibérale et avaient cru bon de remiser les valeurs de solidarité et de justice, les valeurs politiques, pour s'en remettre aux lois « des marchés » et à la société des producteurs-consommateurs, doublée de la société des actionnaires. L'apparition simultanée de la crise financière, de la crise alimentaire, de la crise écologique, même si ces déséquilibres puisent à des temporalités différentes, illustre à quel point le processus capitaliste d'expropriation est allé jusqu'aux entrailles des sociétés, soumettant les ressources naturelles à la dure

loi du profit, détruisant les humains et transformant leur milieu en désert, selon l'expression de K. Polanyi. La crise écologique ne revêt pas aujourd'hui le côté spectaculaire de la débâcle financière et de la crise sociale. Mais les exilés climatiques et les migrants involontaires, les paysans soumis d'ores et déjà à la sécheresse ou aux inondations, les guerres pour les ressources, les pollutions qui tuent sur les lieux de travail ou les lieux de vie, l'accumulation des déchets, la diminution de la biodiversité, menacent silencieusement mais inéluctablement l'équilibre des sociétés.

La précarité sociale et écologique, qui peut aboutir à la réunion de masses humaines indifférenciées, sans repères, et fusionnées pour sauver l'espèce, une espèce humaine dont la seule liberté consisterait à se conserver comme espèce, est une menace pour l'existence politique et démocratique des sociétés. C'est la durabilité du monde des humains (H. Arendt), son habitation, sacrifiée au nom de son amélioration (K. Polanyi), qui sont aujourd'hui en jeu.

Le déracinement, l'exil, l'expérience du totalitarisme et l'effondrement de la civilisation du XIX^e siècle, sont des cassures dans les vies de Karl Polanyi et d'Hannah Arendt, tout comme le déchaînement de la puissance technique éprouvée avec le bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki. Ces deux penseurs ont eu des destins croisés sans vraisemblablement jamais se rencontrer. Leurs œuvres respectives sont marquées par la tentative de compréhension de cet effondrement et par la recherche des fondements de la liberté et de la démocratie. Le phénomène totalitaire, qui a marqué le siècle passé, ne peut s'expliquer en effet par des accidents extérieurs. C'est au cœur même de la modernité occidentale pour H. Arendt qu'il s'agit de revenir, pour comprendre le processus qui a ruiné le sens public, qui a détrôné la primauté du politique en assurant le triomphe d'un type humain qui s'abîme dans le processus du travail et de la consommation. C'est au cœur de la société de marché que se logent les origines du cataclysme selon K. Polanyi, dans « l'entreprise utopique par laquelle le libéralisme économique a voulu créer un système de marché autorégulateur » [Polanyi, 1983, p. 54]. Ces deux analyses, qui procèdent de points de vue différents, de postures différentes, l'une à partir d'une approche liée à la philosophie politique, l'autre à partir de l'anthropologie économique, s'opposent parfois mais aussi s'éclairent mutuellement.

Le processus capitaliste est vu par ces deux penseurs comme un processus d'expropriation infinie, plongeant jusqu'à la substance même de la société, réduite à un processus économique d'entretien de la vie et de la survie. L'effondrement du politique est à la fois la cause et la conséquence de la transformation de la société en société de masse, de la perte du monde commun pour H. Arendt, de la réduction de la société en société économique orientée vers la recherche du profit pour K. Polanyi.

Ces analyses retrouvent aujourd'hui tout leur sens et peuvent nous aider à « penser ce qui nous arrive », comme nous y invite H. Arendt dans son journal de pensée. Les impasses du néolibéralisme et la crise des organisations internationales qui l'ont porté, la déconstruction politique des États et de leurs prérogatives, les reculs des principes démocratiques élémentaires exigent une lucidité renouvelée pour éviter un nouvel effondrement des civilisations. Les analyses de K. Polanyi et d'H. Arendt sont à cet égard d'une troublante actualité. Le parti pris adopté ici est de leur laisser largement la parole. Retracer les processus inhérents à l'avènement des sociétés de masse est un impératif pour tenter de se prémunir des conséquences possibles d'un nouvel effondrement de l'utopie du marché autorégulateur.

Capitalisme, société économique et dissolution du politique

L'avènement et le triomphe de la société économique au XIX^e siècle constituent, aussi bien pour H. Arendt que pour K. Polanyi, l'origine essentielle de la société de masse.

L'analyse d'Hannah Arendt se construit à partir de la dimension politique des sociétés, dans le droit-fil du modèle grec de la *polis*. Elle ne donne pas de définition de l'économie en tant que telle ; elle la saisit en creux à partir de la prééminence qu'elle accorde au politique, et donc à partir des catégories du privé et du public. Elle puise dans la tradition grecque avec l'opposition nécessaire entre le privé comme sphère domestique (*oikos*) et le public autour de la cité (*polis*). L'organisation politique est en effet l'opposée de l'organisation naturelle qu'est la famille : « La fondation de la cité avait suivi la destruction de tous les groupements reposant sur la parenté, comme la *phratéria* et la *phylé* » [Arendt, 1983, p. 61]. Le domaine domestique est celui de la nécessité, de la satisfaction des

besoins, de l'entretien de la vie. À la suite d'Aristote, elle caractérise l'économie par la gestion des affaires domestiques, *oikos nomos*, ou encore « administration ménagère » selon ses termes propres. Au contraire, le domaine du public, celui de la *polis*, est celui de la liberté, de la parole, de la construction d'un monde commun. La *polis* se distingue de la famille en ceci qu'elle ne connaît que des égaux. Or, on ne peut être véritablement libre que dans un monde d'égaux. L'économie est un moyen en vue de la « vie bonne » au sein de l'*oikos* et de la cité, elle ne contient aucune finalité en elle-même.

À partir de l'époque moderne, sensiblement du XVII^e siècle, ces domaines ont perdu de leur sens. L'économie est en effet sortie du domestique, de l'*oikos*, pour occuper l'espace public, tous les problèmes relevant jadis de la sphère familiale devenant préoccupations « collectives » :

« Nous envisageons les peuples, les collectivités politiques, comme des familles dont les affaires quotidiennes relèvent de la sollicitude d'une gigantesque administration ménagère. La réflexion scientifique qui correspond à cette évolution ne s'appelle plus science politique mais « économie nationale », « économie sociale » ou *Volkswirtschaft*, et il s'agit là d'une sorte de « ménage collectif » [...]. Nous avons donc du mal à nous rendre compte que pour les Anciens le terme même d'économie politique eût été une contradiction dans les termes : tout ce qui était économique, tout ce qui concernait la vie de l'individu et de l'espèce, était par définition non politique, affaire de famille » [Arendt, 1983, p. 67].

Cette transformation de la société en ménage collectif engendre l'avènement et l'omniprésence du « social » et la relégation du politique. La catégorie du social, essentielle chez H. Arendt pour comprendre la rupture par rapport à la tradition et l'émergence du monde moderne, est souvent complexe à saisir, tant ce terme recouvre aujourd'hui plusieurs sens. Nous retiendrons ici que ce qu'H. Arendt nomme l'avènement de la société, du social, et qu'elle déplore, signifie le recouvrement de la société par la sphère économique et sa réduction à une sphère d'entretien de la vie : « Depuis l'accession de la société, autrement dit du ménage ou des activités économiques, au domaine public, l'économie et tous les problèmes relevant jadis de la sphère familiale sont devenus préoccupations collectives » [Arendt, 1983, p. 171].

Les conséquences principales de ce recouvrement du politique par le socio-économique vont être l'affaîsissement de la capacité politique à construire un monde commun et finalement l'isolement, le déracinement et la désolation, comme expériences absolues de privation de sol, de non-participation au monde. Le social est un espace des humains liés par les besoins ; il est pris dans le cycle du processus vital de la production-consommation : « L'isolement est cette impasse où sont conduits les hommes lorsque la sphère politique de leurs vies, où ils agissent ensemble pour la poursuite d'une entreprise commune, est détruite » [Arendt, 1972a, p. 225]. H. Arendt caractérise donc la société économique à partir de la dissolution de la frontière entre le public et le privé et par le recouvrement du public par la sphère privée. C'est la raison pour laquelle elle voit dans le libéralisme économique qui se construit à partir d'Adam Smith et dans la société commerciale qu'il appelle de ses vœux, une théorie mortifère : « C'est la théorie d'Adam Smith, qui dit qu'une "main invisible" dirige l'ensemble de façon que si chacun défend son intérêt particulier, tous ces intérêts particuliers s'additionneront et donneront l'intérêt général. Je considère cette théorie comme l'une des théories les plus nuisibles, les plus maléfiques et aussi les plus erronées qui soient » [Arendt, 2007, p. 75-76]. L'espace public, pour être préservé, ne peut être considéré comme l'addition des intérêts privés.

Comment ne pas déceler la proximité avec Karl Polanyi, qui écrit lui-même : « Notre thèse est que l'idée d'un marché s'ajustant lui-même était purement utopique. Une telle institution ne pouvait exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert » [Polanyi, 1983, p. 22]? La réflexion singulière de K. Polanyi éclaire celle d'H. Arendt ; elle permet d'analyser comment la sphère économique s'est autonomisée dans les sociétés modernes et comment la logique économique, orientée vers le gain personnel, est devenue le principe organisateur des sociétés avec le capitalisme au XIX^e siècle. Elle s'en détache sur l'analyse de l'émergence du social et de la société.

Selon K. Polanyi, jusqu'à l'avènement de l'économie de marché, les activités économiques se réalisent essentiellement sous la forme de l'économie substantive, orientée vers la production de valeurs d'usage et inscrite, enchâssée, dans les relations sociales.

Il emprunte également la perspective d'Aristote, qui précisément a été conduit à se poser la question de l'économie et de la chrématistique au moment où l'augmentation des activités marchandes constituait une « transition cruciale dans l'histoire de l'économie humaine » [Polanyi, 2008, p. 96]. Tant que les activités marchandes sont encadrées dans la société, elles ne constituent pas une sphère d'activité autonome régie selon les règles de l'économie formelle : « L'ordre économique est simplement fonction de l'ordre social qui le contient » [Polanyi, 1983, p. 106]. Avec le libéralisme économique et l'avènement du principe du marché autorégulateur au XIX^e siècle, se mettent en place des institutions économiques autonomes, autoréférentielles, qui vont absorber dans leur mouvement l'ensemble des autres sphères de la société. C'est le désencastrement de l'économie, la sortie du lit qui la contenait. « Toutes les sociétés sont soumises à des facteurs économiques. Seule la civilisation du XIX^e siècle fut économique dans un sens différent et distinct, car elle choisit de se fonder sur un mobile, celui du gain » [Polanyi, 1983, p. 54].

L'avènement de cette société économique au XIX^e siècle ne fut possible qu'avec celui du marché : « La maîtrise du système économique par le marché a des effets irrésistibles sur l'organisation tout entière de la société : elle signifie tout bonnement que la société est gérée en tant qu'auxiliaire du marché [...]. C'est le sens de l'assertion bien connue qui veut qu'une économie de marché ne puisse fonctionner que dans une société de marché » [Polanyi, 1983, p. 88]. La domination du principe du marché autorégulateur soumet l'ensemble de la société à la logique économique ordonnée autour du gain maximum. C'est alors le triomphe d'une rationalité anonyme qui trouve toute sa dimension dans l'échange marchand et la recherche rationnelle du gain et qui s'en remet à la main invisible régulatrice pour harmoniser les intérêts. Le marché apparaît comme u-topie, comme non-lieu et rêve de transparence, sans espace de pouvoir identifié. C'est l'annonce d'une civilisation rationnelle qui se bornerait à faciliter la vie à travers la quête du bien-être, et dont le souci principal serait d'assurer les moyens de subsistance, exprimé par l'idée de « nécessité ». C'est finalement une « métaphysique du maintien de la vie », celle « d'une humanité qui a entièrement subordonné sa vie au quotidien et à son impersonnalité » [Patocka, 1981, p. 121]. C'est « le processus vital » dirait H. Arendt, qui a

pénétré le domaine public, réduit à assurer un *modus vivendi*. La société de marché ou la société économique se réalise pleinement avec la tentative de réduire le travail, la nature et la monnaie à de pures marchandises.

Toutefois, pour K. Polanyi, l'instauration de la société économique n'est qu'une partie du mouvement qui anime le XIX^e siècle. En effet, les destructions consécutives à la mise en œuvre du marché autorégulateur suscitent un autre mouvement, une réaction de la société, de la société active au sens de Gramsci : « Aucune société ne pourrait supporter [...] les effets d'un pareil système fondé sur des fictions grossières, si sa substance humaine et naturelle, comme son organisation commerciale n'étaient pas protégées contre les ravages de cette fabrique du diable » [Polanyi, 1983, 108-109]. Et là se loge une différence entre la pensée de K. Polanyi et celle d'H. Arendt. Ce que K. Polanyi appelle positivement la naissance de la société au XIX^e siècle est le fruit d'une réaction à la fiction de la société de marché visant à transformer en marchandises la substance même de la société, représentée par le travail et la nature. Elle est le produit de la mobilisation des classes dominées qui se sont d'abord manifestées en Angleterre avec R. Owen et le coopératisme, avec le chartisme et la naissance des *trade-unions*. La suppression des protections pour les pauvres, au nom de la liberté du travail, a été selon lui l'acte fondateur de la classe ouvrière moderne : les travailleurs dans la société ne peuvent plus compter alors que sur eux-mêmes pour se protéger. Mais pour K. Polanyi, et c'est la différence avec K. Marx, c'est la société qui est la catégorie historique essentielle, et non les classes. C'est en effet quand les classes dominées ne luttent plus pour leur seul intérêt de classe mais pour défendre la société dans son ensemble qu'elles vont pouvoir s'imposer. La société, le social ne représentent donc pas seulement, comme chez Arendt, la société économique et le processus vital qui éteignent le politique ; la société est aussi la société active, la société pour elle-même.

Sa critique du libéralisme économique et de l'utopie d'un marché autorégulateur est inséparable de la critique de la domination de l'ordre économique sur les autres ordres et en particulier sur l'ordre politique. Le déterminisme économique est pour K. Polanyi un phénomène né au XIX^e siècle ; l'économisme est devenu un mode de pensée et de langage prétendant à l'universel et réduisant l'activité

humaine à ce qu'H. Arendt nommait le processus d'entretien de la vie et à son inclusion dans le cycle production-consommation. Le système de Marché a déformé les représentations sur l'homme et la société et cette déformation est un des obstacles qui empêchent de penser le monde.

Toutefois, K. Polanyi a sous-estimé la force de l'économisme. En effet, l'intervention de l'État après 1945, la dé-marchandisation de certains biens ou services à travers l'État providence et les services publics, lui ont laissé penser que le règne du déterminisme économique était chose quasi révolue, que le système de marché était « en train de disparaître rapidement en Europe » [Polanyi, 2008, p. 521]. Et pourtant, la « grande transformation » qu'annonçait Polanyi n'a pas eu lieu ou plutôt elle ne fut pas durable. L'utopie du marché autorégulateur s'est réaffirmée et concrétisée avec une force redoublée depuis les années 1980, avec le néolibéralisme et la tendance à l'hégémonie du principe de Marché, entendu comme principe de régulation sociale. Après les promesses d'abondance des « Trente Glorieuses », ont resurgi les hantises de la rareté et leur corollaire, la fuite en avant dans un économisme supposé salvateur. L'intervention de l'État après la Seconde Guerre mondiale, qui certes met fin pour un temps à l'utopie du marché autorégulateur, lui laisse penser qu'elle met fin également à la société économique, du fait que le système économique cesse de déterminer les lois de la société et que la primauté de la société est assurée. K. Polanyi a pourtant montré également par ailleurs comment l'État a permis l'émergence du Marché comme institution dominante et séparée, créatrice d'une représentation d'une société autorégulée, guidée par le besoin et l'intérêt et réduite à l'entretien du processus vital. Si effectivement, après la Seconde Guerre mondiale, le salaire et les conditions de travail ont été socialisés comme l'auteur le souligne à diverses reprises, le travail, de plus en plus divisé et aliéné, n'a pas été réapproprié comme substance et puissance créatrice. Il a été aussi le moyen d'une extension du processus vital porté par le cycle de la production-consommation de masse. En centrant son analyse essentiellement sur les liens entre le marché et la société, les liens entre la société et l'État sont peu développés et K. Polanyi a sous-estimé le pouvoir hégémonique des classes dirigeantes, hégémonie économique, culturelle et politique [Buravoy, 2003, p. 193-261].

La société économique, la finance et l'impérialisme

H. Arendt a consacré un ouvrage à l'impérialisme colonial européen de la fin du XIX^e siècle, qui illustre concrètement le recouvrement du politique par la société économique. Elle analyse les transformations survenues à la fin du XIX^e siècle et l'effondrement qui a suivi :

« Le développement prodigieux de toutes les forces industrielles et économiques entraîna l'affaiblissement constant des facteurs purement politiques, tandis que, simultanément, les forces purement économiques prédominaient de façon toujours croissante dans le jeu international du pouvoir » [Arendt, 1987, p. 83]. Largement inspirée des thèses développées par Rosa Luxembourg dans sa controverse avec d'autres courants marxistes et avec Lénine, elle montre que l'impérialisme ne saurait être vu seulement comme un excès du capitalisme à la recherche de superprofits ou encore comme une maladie. L'impérialisme est la forme nouvelle du capitalisme dans son ensemble. Le système capitaliste n'est en effet pas concevable sans expansion, violente s'il le faut. C'est un système essentiellement dynamique, condamné au mouvement : « Le but final n'est rien, le mouvement est tout » selon la formule de Bernstein. Il est condamné à chercher en permanence des exutoires en dehors de lui-même : « L'expansion, tout est là », disait Cecil Rhodes, et de sombrer dans le désespoir, car chaque nuit, il voyait au firmament « toutes ces étoiles [...] ces vastes mondes qui restent toujours hors d'atteinte. Si je le pouvais, j'annexerais les planètes » [Arendt, 1982, p. 13].

Voilà pourquoi l'impérialisme est pour H. Arendt un concept politique totalement neuf qui fait de l'expansion infinie un but politique permanent et une fin en soi. Il correspond au moment de l'émancipation politique de la bourgeoisie qui « s'insurgea contre les limitations nationales imposées à son expansion économique » [Arendt, 1982, p. 24] et consacra l'asservissement du politique à l'économique. Ce concept est issu des milieux économiques dans lesquels l'expansion signifie l'élargissement de la production industrielle et des marchés : « L'expansion impérialiste avait été déclenchée par une curieuse forme de crise économique, la surproduction de capital et l'apparition d'argent "superflu" résultant d'une épargne excessive qui ne parvenait plus à trouver d'investissement

productif à l'intérieur des frontières nationales » [Arendt, 1982, p. 29]. Or l'expansion ne constitue pas en soi un principe politique et elle ne peut se passer du pouvoir politique :

« Si cet heureux équilibre (dans la concurrence) se manifesta néanmoins, ce ne fut pas comme l'inévitable aboutissement de mystérieuses lois économiques, mais bien en s'appuyant lourdement sur des institutions politiques, et davantage encore sur des institutions policières destinées à empêcher les concurrents d'user de revolvers » [Arendt, 1982, p. 17].

L'impérialisme permet d'écouler le capital superflu et il permet aussi de recycler les « déchets humains », les hommes en trop, que chaque crise élimine de la société productive. Ainsi l'impérialisme rend manifeste la production par le capitalisme de la superfluité au lieu d'utilités. Cette notion de superfluité humaine, qui apparaît dans l'analyse de l'impérialisme comme résultat de l'activité capitaliste, sera essentielle dans l'analyse arendtienne de la nature du totalitarisme, comme système dans lequel cette superfluité et le rejet de l'utilité deviennent une construction délibérée et rationnelle.

K. Polanyi affirme également que l'impérialisme ne saurait se comprendre seulement comme une conspiration capitaliste dans l'intérêt des milieux d'affaires. Si l'impérialisme en tant que tel n'est pas l'objet d'une analyse spécifique dans son œuvre, ses ressorts sont explicités à partir de l'organisation de la finance à la fin du XIX^e siècle. C'est la haute finance, dont le mobile était le gain, qui a assuré la soumission des États aux logiques de l'expansion économique. À l'ère de l'impérialisme en effet, les hommes d'affaires deviennent des hommes d'État et les règles des affaires deviennent les principes de l'action politique. Les États furent sommés de protéger les exportations de capitaux et les investissements à l'étranger :

« La haute finance, institution *sui generis* propre au dernier tiers du XIX^e siècle et au premier tiers du XX^e, fonctionna, au cours de cette période, comme le lien principal entre l'organisation politique et l'organisation économique mondiale » [Polanyi, 1983, p. 29].

Le parti de la finance, incarné dans le parti de la paix et le Concert européen, fit tout pour empêcher les guerres générales entre grandes puissances, non par vocation pacifiste mais pour préserver les possibilités de gain et d'expansion. La paix entre ces puissances était nécessaire même si « le succès en affaires impliquait

l'usage impitoyable de la force contre les pays les plus faibles, la corruption généralisée d'administrations arriérées, et l'utilisation pour atteindre ses buts de tous les moyens clandestins familiers à la jungle coloniale et semi-coloniale » [Polanyi, 1983, p. 33].

Cette haute finance était indépendante des gouvernements particuliers tout en entretenant des relations étroites avec eux : « Avec l'étalon-or international, le plus ambitieux de tous les plans de marché fut mis à exécution, qui impliquait que les marchés fussent absolument indépendants des autorités nationales [...]. Les nations et les peuples n'étaient que de simples marionnettes dans un spectacle dont ils n'étaient plus du tout les maîtres » [Polanyi, 1983, p. 283].

Avec le néolibéralisme, les moyens pour se dégager des autorités nationales et de toute forme de régulation politique ou de les annexer, ont été différents, mais les processus sont identiques. La création de l'OMC en 1994 (Organisation mondiale du commerce, qui n'est même plus inter-nationale) ou encore la tentative portée par l'AMI en 1997 (Accord multilatéral sur l'investissement) ont produit des effets du même ordre que l'étalon-or international.

À la fin du XIX^e siècle, le Concert européen fut remplacé par deux regroupements de puissances hostiles, prélude à la Première Guerre mondiale, à l'effondrement du marché autorégulateur et à l'approfondissement de la société de masse.

Démocratie, société de masse et totalitarisme

« Quel fut ce *Satanic Mill*, cette fabrique du diable, qui écrasa les hommes et les transforma en masses ? »

[POLANYI, 1983, p. 59].

La compréhension de l'émergence de la société de masse est au centre de la réflexion politique d'H. Arendt, tout comme elle traverse l'œuvre essentielle de K. Polanyi, *La Grande Transformation*. Pour K. Polanyi, l'origine de l'effondrement de la civilisation occidentale dans la première moitié du XX^e siècle se trouve dans l'imposition du principe du marché autorégulateur et l'émergence de la société de marché, avec la tentative de transformation du travail, de la terre et de la monnaie en marchandises : « Le travail n'est que l'autre nom de l'activité économique qui accompagne la vie elle-même [...],

la terre n'est que l'autre nom de la nature qui n'a pas été produite par l'homme » [Polanyi, 1983, 107]. Aucun de ces facteurs n'a été « produit » pour la vente, ce sont des marchandises fictives, mais la fiction du marché autorégulateur produit des effets réels et tend à leur marchandisation. C'est avec cette fiction que s'organise le marché du travail, de la terre et de la monnaie, qui prive la société de sa substance et confère au système la possibilité de domination totale des humains et de la nature, de la dissolution des classes et de leur transformation en masses. Les années 1920 sont à cet égard déterminantes car le libéralisme économique poursuivait son mouvement, alors que « des centaines de millions d'hommes ont subi le fléau de l'inflation ; des classes sociales, des nations entières ont été expropriées » [Polanyi, 1983, p. 192].

Les masses ne sont pas unies dans la conscience d'un intérêt commun, elles sont politiquement neutres et indifférentes. Le délitement de la société de classe ne signifie en rien l'effondrement du capitalisme et de la division en classes, il signifie la dissolution de la conscience d'un intérêt commun et d'une appartenance commune. C'est précisément sur ce terreau que pourra proliférer la pensée fasciste : « La principale thèse du fascisme consiste à dire que la société n'est pas une relation entre des personnes » [Polanyi, 2008, p. 377]. La société est une masse agglutinée et sans repères, dans laquelle les êtres humains ne sont plus dotés de conscience et ne font plus la distinction entre la réalité et la fiction. Après l'abolition de la sphère politique démocratique, la vie économique englobe toute la société, le capitalisme devient l'ensemble de la société. Telle est la solution fasciste à la crise et à l'effondrement du libéralisme économique et du principe du marché autorégulateur. Dans l'ordre fasciste, « les êtres humains sont considérés comme des producteurs et seulement des producteurs » [Polanyi, 2008, 394].

H. Arendt, comme K. Polanyi, analyse la société de masse comme conséquence de l'effondrement de la société de classe. La domination totalitaire en effet « se fonde sur la désolation, sur l'expérience d'absolue non-appartenance au monde, qui est l'une des expériences les plus radicales et les plus désespérées de l'homme » [Arendt, 1972a, p. 226]. Elle montre à son tour comment cet effondrement témoigne plus généralement de la transformation de la société en « société de travailleurs », voire en « société d'employés ». C'est un aspect central de son analyse. La société de travailleurs advient

lorsque ses membres considèrent leur activité seulement comme un moyen de gagner leur vie et celle de leur famille, lorsque les humains ne sont plus reconnus comme « *Homo faber* », capables de créer un monde en fabriquant des objets durables, mais comme « *animal laborans* », privés de monde et contraints à alimenter le processus économique de production-consommation. De cette situation naît une indifférence au monde :

« L'attitude qui consiste à se borner à travailler et à consommer est très importante parce qu'elle dessine les contours d'un nouvel acosmisme : savoir quel est le visage du monde n'importe plus à qui que ce soit [...]. Dans le travail et la consommation, l'homme est complètement renvoyé à lui-même. Au biologique et à lui-même » [Arendt, 1987, p. 252].

Le nazisme, comme mouvement soumettant les sociétés aux lois de la nature, s'est construit sur cet acosmisme : « Himmler démontra sa capacité supérieure à organiser la domination totale des masses en assurant que la plupart des gens ne sont ni des bohèmes, ni des fanatiques, ni des aventuriers, ni des sadiques ou des illuminés, ni des ratés, mais d'abord et avant tout des employés consciencieux et de bons pères de famille » [Arendt, 1972a, p. 65]. Cette indifférence au monde atteint son comble quand cette société de travailleurs n'est plus capable de fournir du travail et conduit à « une société de travailleurs sans travail ». Il ne reste plus alors que la désolation.

H. Arendt, loin d'opposer totalitarisme et démocratie de manière manichéenne comme cela a pu être écrit parfois, recherche dans l'époque moderne et aussi dans les démocraties les risques de dérives totalitaires. Selon elle, c'est l'avènement du social, ou du socio-économique, rompant la séparation entre le public et le privé, et faisant du monde des hommes un monde lié par le besoin et le processus vital, qui est aux origines de la société de masse et de l'effondrement du politique. H. Arendt a raison de voir comment « le social », réduit à un système de besoins à satisfaire, anéantit le politique. Cette position l'a souvent conduite à critiquer les mouvements démocratiques pour s'être encombrés de la question sociale, qui pour elle ne saurait être l'ossature de la politique. Et pourtant, pour retrouver et refonder le politique, la réponse ne peut faire abstraction du social. Ne s'agit-il pas alors plutôt d'inventer une nouvelle institution de la société, conçue de sorte que le poids des intérêts socio-économiques ne soit pas le déterminant des attitudes

et choix politiques ? La réalité des sociétés capitalistes modernes, avec l'accaparement des moyens économiques essentiels par des groupes privés, rend illusoire en effet toute idée de liberté et de démocratie qui séparerait la démocratie politique des autres formes de démocratie, démocratie sociale et démocratie économique. Lorsque « capitalisme et démocratie sont devenus incompatibles, [...] fondamentalement, l'alternative est la suivante : l'extension du principe démocratique à l'économie ou l'abolition pure et simple de la sphère politique démocratique » [Polanyi, 2008, p. 393].

En conclusion

Après trente ans de néolibéralisme, la brutalité de la crise sociale et les désastres écologiques peuvent aujourd'hui se révéler un véritable terreau empoisonné pour ce qui reste des démocraties. Les réflexions de K. Polanyi et d'H. Arendt, citées ici avec peu de commentaires tant elles parlent du monde d'aujourd'hui, se suffisent à elles-mêmes. Elles sont un rappel salutaire pour prendre la mesure des dangers et percevoir ce que la fuite en avant dans un économisme frénétique, dans une mobilisation générale, dans un productivisme qui réduit les humains à des travailleurs et des employés (et à des travailleurs sans travail) et qui instrumentalise la nature jusqu'à épuisement, peut engendrer. H. Arendt saisit au plus profond de l'humain les ressorts de l'expérience totalitaire : « Ce qui, dans un monde non totalitaire, prépare les hommes à la domination totalitaire, c'est le fait que la désolation, qui jadis constituait une expérience limite, subie dans certaines conditions sociales marginales, telles que la vieillesse, est devenue l'expérience quotidienne des masses toujours croissantes de notre siècle » [Arendt, 1972b, 231].

Aujourd'hui, de nombreux mouvements de protection des sociétés, de leurs ressources et de leur écosystème, aussi divers que ceux qui ont été analysés par K. Polanyi dans la *Grande Transformation* pour la fin du XIX^e siècle, mettent en avant la protection et la reconnaissance des droits humains, des droits sociaux et des droits politiques. Ces droits ont en effet été absorbés dans le mouvement de marchandisation et d'expropriation généralisées ou bien réduits au rôle de pansement d'un ordre économique censé fabriquer le droit, ou, encore, dépolitisés et individualisés dans des sociétés préci-

pitées dans un narcissisme ravageur. Les catastrophes sociales et écologiques, déjà là et à venir, peuvent conduire au ravalement des personnes au statut de simples victimes à secourir, de plus en plus nombreuses et souvent dans l'urgence, privées de la liberté et de la capacité à interroger et transformer leur monde vécu. En ce sens, la revendication des droits constitue bien un antidote à l'abolition ou au dépérissement de la sphère politique démocratique.

Bibliographie

- ARENDT Hannah, 1972a, *Le système totalitaire*, Éditions du Seuil, Paris.
- 1972b, *La crise de la culture*, p. 231, Gallimard, Paris.
 - 1982, *L'impérialisme*, Fayard, Paris.
 - 1983, *La condition de l'homme moderne*, Éditions du Seuil, Paris.
 - 1987, *La tradition cachée*, p. 83, Christian Bourgois Editeur.
- BURAWOY Michael, 2003, « For a sociological Marxism : The Complementary Convergence of Antonio Gramsci and Karl Polanyi », *Politics and Society*, vol. 31, n° 2, June.
- CAILLÉ Alain, 2005, « Démocratie, totalitarisme et parcellitarisme », *Revue du MAUSS semestrielle*, n° 25, p. 95-126, La Découverte/MAUSS.
- PATOCKA Yann, 1981, *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire*, Verdier.
- POLANYI Karl, [1935] 2008, « L'essence du fascisme », in *Essais de Karl Polanyi*, p. 394, Seuil, Paris.
- 1983, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris.
 - [1957] 2008, « Aristote découvre l'économie », in *Essais de Karl Polanyi*, Seuil, Paris.
 - [1957] 2008, « Faut-il croire au déterminisme économique ? », in *Essais de Karl Polanyi*, p. 521, Seuil, Paris.